

Institut National du Service Public  
1, rue Sainte Marguerite 67080  
Strasbourg Cedex

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)**

**Commun aux deux lots**

**Marché n° PA\_2024-094**

**Fourniture d'onduleurs et service de maintenance préventive et curative  
pour l'Institut National du Service Public**

### **MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES**

**Marché passé selon la procédure adaptée  
Articles R. 2123-1 à R. 2123-7 du code de la commande publique**

## TABLE DES MATIERES

Article 1 - Objet du marché .....	3
Article 2 - Responsabilité .....	5
2-1- Responsabilité du titulaire .....	5
Article 3 - Maintenance corrective.....	6
Article 4 - Maintenance préventive .....	6

## Article 1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) concernent la fourniture et les maintenances préventive et curative relatives aux onduleurs installés à l'INSP, incluant :

- La maintenance et l'assistance des matériels ;
- La fourniture de matériels supplémentaires ou de remplacement de l'existant.
  - Les nouveaux équipements doivent être compatibles avec l'existant et tenir compte de la place dans les armoires techniques,
  - Les onduleurs proposés doivent être adaptés à leur fonction (différence entre les onduleurs localisés dans les salles serveurs, et les onduleurs localisés dans les locaux techniques, n'alimentant que des équipements actifs),
  - Chaque équipement proposé par le titulaire doit être de bonne qualité et répondant aux normes électriques françaises. **Ils doivent être du même type que les équipements Eaton 9PX6000 ou MX5000 (salles serveurs) et Eaton 5P650 ou 9PX1000 (locaux techniques d'extrémité), ou équivalent.**
  - Les équipements neufs devront être équipés d'une carte LAN/SNMP paramétrée par le titulaire de façon à remonter les alertes vers le système de supervision de l'Institut.
  - Les équipements acquis doivent obligatoirement être couverts par la garantie technique consentie par le constructeur. La garantie doit couvrir les pièces, la main d'œuvre, les déplacements, les frais de séjour sur place des techniciens. La durée et les conditions de la garantie doivent être précisées dans l'offre du titulaire (A compléter dans l'article 3 du cadre de réponse technique (C.R.T.) pour chaque lot. Le point de départ de la garantie est la date de notification de la décision de réception. Elle ne fait l'objet d'aucune facturation de frais supplémentaires,
  - Les équipements hors service à l'occasion d'un remplacement doivent être repris par le prestataire qui procèdera à leur recyclage. Conformément à [la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire](#), les déchets d'équipements électriques et électroniques seront recyclés tels que précisés aux [articles 543-172 et 173 du code de l'environnement](#) ainsi que dans [le décret 2020 – 1455 portant réforme de la responsabilité élargie des producteurs](#) ). A compléter dans l'article 4 du C.R.T. pour chaque lot.

Il est attendu :

- La possibilité d'acquérir de nouveaux matériels en supplément ou en remplacement des matériels existants
- Une solution de reporting : ouverture des incidents (via la plateforme ou par téléphone), plateforme de suivi des incidents et des matériels (A compléter aux articles 6 et 7 du cadre de réponse technique (C.R.T.) pour chaque lot
  - Il est attendu pour chaque intervention un compte-rendu détaillé : indicateurs des contrôles de la maintenance, opérations réalisées. Ce compte-rendu devra être disponible dans un délai de 24h ouvrées.
- La maintenance des équipements suivants ainsi que la maintenance des produits qui seront ajoutés durant le contrat :
  - Maintenance curative : en cas de besoin, prise en compte de l'incident sous 4h ouvrées et intervention avec remise en fonctionnement sous 8h ouvrées. La remise d'un rapport d'intervention détaillé devra être réalisée dans les délais indiqués ci-avant,

- Maintenance préventive : une visite annuelle sur chaque site. La remise d'un rapport d'intervention indiquant l'état de chaque matériel et les préconisations liées à cette visite devra être réalisée dans les délais indiqués ci-avant. Il est rappelé que le prix de la prestation s'entend tous frais inclus nécessaires à son exécution conformément à l'article 4-3 du CCAP.
- La rédaction d'une procédure explicative des contrôles des équipements de protection électrique avec les impacts sur les différents matériels qui y sont rattachés (central téléphonique, équipements réseau, etc. dans le cas où l'onduleur doit être arrêté et s'il n'est pas arrêté.

➔ **Outillage et matériel :**

Le titulaire devra mettre en place l'ensemble des moyens nécessaire à la bonne exécution de ces prestations notamment au niveau de l'outillage, des équipements et des moyens de protections.

Liste du matériel :

- 23 équipements :
  - 14 à STRASBOURG ;
  - 9 à PARIS.

Tous ces matériels sont équipés d'une carte LAN/SNMP et cela devra rester le cas sur la durée du contrat.

**Site de Strasbourg**

Marque	Type	Localisation
EATON	9PX6000	C309
EATON	9PX6000+9PXEBM	C309
EATON	9PX6000+9PXEBM	C309
EATON	9PX1000	K100
EATON	9PX1000	C207
EATON	9PX1000	B001
EATON	9PX1000	F200
EATON	9PX1000	H109
EATON	9PX1000	D000
EATON	9PX1000	D100
EATON	9PX1000	D200
EATON	9PX1000	D300
EATON	9PX1000	D400
EATON	5P650iR	LOGE

**Site de Paris**

Marque	Type	Localisation
EATON	MX 5000	NODAL
EATON	MX 5000	NODAL
EATON	5P650iR	Paris – A00
EATON	5P650iR	Paris – B00
EATON	5P650iR	PARIS-A01
EATON	5P650iR	Paris – B01
EATON	5P650iR	Paris – A02
EATON	5P650iR	Paris – B02
EATON	5P650iR	Paris – 03

## Article 2 - Responsabilité

### 2-1- Responsabilité du titulaire

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations. Dans le cadre de ce marché, il est soumis à une obligation de résultats.

Le titulaire devra fournir sans surcoût dans le cadre de son marché (Cf. Article 4.3 du CCAP) :

- tous les produits et ingrédients (chiffon, huile, graisse, antigel, solvants, détartrants, etc.) ;
- tous les filtres et petites pièces d'usure ;
- tous les petits matériels (voyants, relais, fusibles, contacteurs, visserie et petite boulonnerie, etc.) ;
- tous les outillages et appareils de contrôle nécessaires à l'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à apporter tout le soin raisonnablement possible, en l'état de la technique, à l'exécution des prestations.

En cas de déclaration de responsabilité du titulaire du fait d'un défaut du produit, celui-ci sera tenu de fournir une solution dont l'anomalie relevée a été éliminée ou contournée.

Le titulaire devra avoir les compétences et être équipé des outils pour intervenir sur le matériel des différents constructeurs.

Il renseignera dans le C.R.T. à l'article 5 sa capacité à réaliser l'entretien de toutes les marques (nombre d'appareil dont il dispose sous contrat et les compétences disponibles géographiquement telles que la disponibilité de la documentation technique ou l'assistance technique par un spécialiste des différentes marques constituant notre parc ou notre parc futur avec les références de matériel qu'il propose pour le remplacement).

### Article 3 - Maintenance corrective

La maintenance corrective recouvre la correction des dysfonctionnements et anomalies, constatés et signalés par l'INSP au titulaire, ainsi que la remise en état de fonctionnement du matériel après intervention. Les paramétrages à réaliser pour une remise en état optimale (dont la remontée des informations dans notre outil de supervision) doivent être prises en charge par le titulaire.

Dans le cadre de la maintenance corrective, deux types de prestations sont attendues :

- D'une part une prestation d'assistance téléphonique et/ou via une page web de déclaration d'incidents les jours et heures ouvrés (en l'occurrence du lundi au vendredi de 8h30 à 18h sauf jours fériés) à compléter aux article 6 du C.R.T. de chaque lot.
  - Une réponse sous 4h ouvrées au maximum devra être fournie après interrogation du service.
  - Cette assistance devra permettre de signaler un incident et d'apporter une réponse pour la résolution de la panne/du dysfonctionnement et, le cas échéant, une solution palliative
- D'autre part, la maintenance curative des onduleurs
  - En cas de problème de fonctionnement ou de panne, à l'issue d'un appel téléphonique de la part de l'INSP, si l'incident matériel ne peut être résolu à distance, une intervention sur site devra être déclenchée par le prestataire. Conformément aux prix indiqués au BPU de chaque lot.
  - Cette intervention devra permettre la résolution de l'incident, en changeant les pièces défectueuses le cas échéant.
  - En cas d'intervention sur site, celle-ci devra avoir lieu au plus tard le jour suivant (8h ouvrées) suivant l'appel téléphonique.
    - Si un bon de commande doit être établi pour palier l'anomalie et si la livraison ne pourra pas intervenir dans les 3 jours ouvrés, **le titulaire devra mettre en place un équipement temporaire équivalent** jusqu'à réalisation du devis et de la commande et la livraison pour un nouveau matériel puis venir à nouveau sur site pour la mise en place de ce dernier.
  - Si cette maintenance nécessite une coupure, l'intervention devra suivre une procédure établie par le prestataire et validée au préalable par l'INSP. Cette interruption devra être prévue en dehors des plages horaires suivantes ; du lundi au vendredi de 8h30 à 18h00.

Le titulaire accuse réception de cette demande d'intervention, puis intervient pour analyser, diagnostiquer et qualifier techniquement le dysfonctionnement, et éventuellement, proposer une procédure de contournement de l'anomalie.

Le prestataire procède aux tâches suivantes :

- Mise à disposition du pouvoir adjudicateur du matériel à nouveau fonctionnel,
- Rédaction d'un rapport d'intervention (référence de l'appel du pouvoir adjudicateur, date et heure du diagnostic, type de problème traité, nature du diagnostic fait, solution mise en place, date et heure de fin d'intervention)
- Le premier déplacement (poste 1.2 du BPU) après l'ouverture de l'incident, s'il est nécessaire, est compris dans l'offre de maintenance corrective. Si un matériel ou une pièce doivent alors être changés, le matériel de prêt doit être apporté lors de cette intervention et n'engagera pas de frais de déplacement en sus. Cela nécessite que le titulaire s'assure d'avoir le matériel de prêt et qu'il intervienne avec le matériel nécessaire. Si ce n'est pas le cas, il devra ré-intervenir avec ce matériel sans frais de déplacement en sus (poste 2.9 du BPU) en l'indiquant sur le devis comprenant le matériel à remplacer et si supérieur à 75€ HT

#### Article 4 - Maintenance préventive :

La maintenance préventive recouvre les prestations d'analyse et de contrôle du fonctionnement de la Solution en vue d'anticiper des problèmes d'exploitation et d'optimiser le fonctionnement constaté.

Elle recouvre les opérations et vérifications périodiques suivantes :

- Une visite (au minimum 1 par an\*) sur chaque site pour s'assurer du bon état opérationnel (fonctionnel/technique) des équipements et pour apporter un conseil sur les évolutions de l'architecture en place. Elle permettra de connaître l'état exact des équipements (état des batteries, du bypass, tenue de charge, notification des alarmes, etc.).

Elle devra inclure au minimum :

- Un nettoyage minimum et un contrôle visuel de l'équipement ;
- Le remplacement des pièces d'usure le nécessitant (sauf batterie) en fonction des préconisations du fabricant de l'équipement ;
- La réalisation des mesures environnementales (température, etc.) ;
- L'analyse des alarmes et statistiques conservées dans la mémoire des équipements.

Dans le cas où des observations sont faites dans le rapport, le titulaire fournira un devis sur la base du BPU (poste 2.1 à 2.16) pour les prestations et matériels nécessaires à la levée des observations : modifications techniques ou améliorations fonctionnelles et/ou énergétiques.

Tous les relevés devront figurer de manière détaillée dans le rapport de maintenance (article 6 du C.R.T. de chaque lot)

Cette maintenance devra être réalisée sans interruption de service et pourra être réalisée dans les heures de travail suivantes : du lundi au vendredi de 8h30 à 18h00.

Le titulaire confirme, au minimum 15 jours avant par courriel les dates effectives de la visite de maintenance préventive.

*(\*) Le délai entre 2 visites ne pourra excéder 12 mois. Dans le cas où le titulaire effectuerait 2 visites annuelles, le délai entre 2 visites ne pourra excéder 6 mois*